

ARRÊTÉ
autorisant la société S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE
à poursuivre l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits
« Le Petit Secval » et « Le Grand Secval » sur la commune de DADONVILLE.
et lui imposant la constitution des garanties financières
pour les installations visées au 2° de l'article R.516-1 du code de l'environnement

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre 1^{er}, et en particulier l'article R.516-1 ;

Vu le code minier ;

Vu le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 autorisant la S.A.S. N. CRAMBES à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire implantée à DADONVILLE, aux lieux-dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval » ;

Vu le courrier du président de la société du groupe Denis KUCHLY du 30 novembre 2021, sollicitant l'autorisation de changement d'exploitant de la carrière de DADONVILLE au profit de la S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE (filiale du groupe) à partir du 1^{er} décembre 2021 ;

Vu l'engagement de la société BPI France à émettre une garantie financière au profit de la société S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE pour l'exploitation de la carrière de DADONVILLE ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire du 12 juillet 2022 ;

Vu la notification du projet d'arrêté complémentaire à la S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE ;

Vu le courriel de l'exploitant du 21 juillet 2022, indiquant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que la demande d'autorisation de changement d'exploitant présentée par la société S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE pour la carrière précédemment exploitée par la société N. CRAMBES comporte l'ensemble des éléments demandés à l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'engagement de la société BPI France à émettre des garanties financières au profit de la société SAS CARRIERE DE DADONVILLE est conforme aux dispositions réglementaires applicables à la carrière susvisée ;

Considérant que l'exploitant doit constituer des garanties financières pour l'exploitation de la carrière susvisée de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation ;

Considérant que les prescriptions réglementaires des actes administratifs susvisés en vigueur à ce jour restent applicables à cette carrière ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'avis du CODERST n'est pas requis ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE :

Chapitre 1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE (siège social : 25 rue principale – 57635 HERANGE) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval », sur le territoire de la commune de DADONVILLE, (système Lambert II étendu) X= 597 024 m et Y= 2 350 500 m

La S.A.S. CARRIERE DE DADONVILLE se conforme à l'ensemble des dispositions de la réglementation des installations classées incombant précédemment à la société N. CRAMBES.

Article 1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques définies dans l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 susvisé autorisant la S.A.S. N. CRAMBES à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire implantée à DADONVILLE, aux lieux dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval » restent applicables .

Chapitre 2 - Garanties financières

Article 2.1 - Établissement des garanties financières

L'exploitant transmet au préfet l'acte de cautionnement des garanties financières dans les formes prévues, et du montant prescrit à l'article 1.6.2. de l'arrêté du 15 novembre 2018 susvisé (181 825 €), au plus tard dans les 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2.2 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant fournit une note d'actualisation du montant des garanties financières au prorata de la variation de l'indice publié TP01 en base 2010, au plus tard le 1^{er} février 2023, avec son bilan annuel d'exploitation.

Chapitre 3 – Dispositions générales

Article 3.1 - Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3.2 - Publicité

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE 22 JUL. 2022

Pour la Préfète et par délégation
Pour le Secrétaire Général absent
Le Secrétaire Général adjoint


Christophe CAROL

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

